

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2177 - MARDI 2 DÉCEMBRE 2014

Santé publique

Les soins d'urgence demeurent un casse-tête dans les hôpitaux

En matière de prise en charge des accidents vasculaires cérébraux, de l'hyper-glycémie ou de l'hypertension et autres, des efforts importants restent à fournir par les hôpitaux congolais.

Au terme d'un atelier organisé du 27 au 29 novembre à Brazzaville, des spécialistes ont déploré « des insuffisances profondes » dans la gestion des urgences.

Intervenant comme principal formateur lors de cette rencontre, le professeur David Mignosin du CHU de Bouaké a partagé l'expérience ivoirienne aux praticiens congolais qu'il a interpellés en ces termes : « *ce qui compte actuellement, que chacun sache faire ces gestes (de prise en charge, ndlr) ; il ne faut pas qu'on attende un service flambant neuf pour se mettre au travail* ». [Page 2](#)



Alexis Elira Dokekias entouré du Pr David Mignosin et du Dr Soussa

EAU POTABLE

Le projet « Maza na bouala » se met en place dans le Kouilou



Un puits d'eau potable dans un village du Kouilou

Financé par l'Union européenne pour la période 2014-2017, le projet « Maza na bouala » sera lancé le 4 décembre à Loango pour favoriser l'accès durable des populations du département du Kouilou à l'eau potable. Il est mis en œuvre avec l'apport de plusieurs Ong nationales et internationales qui uniront leurs efforts à ceux du gouvernement et des communautés, selon une approche qui prend en compte l'hygiène, l'aménagement des sources et puits traditionnels, les forages modernes et la maintenance des ouvrages hydrauliques. [Page 15](#)

VOLLEY-BALL

La FIVB apporte 45 millions FCFA pour la formation des jeunes

La Fédération internationale de volley-ball (FIVB) s'engage à aider le Congo à hauteur de 45 millions de FCFA pour contribuer au financement du projet de formation des jeunes au volley-ball.

Dénommé « African's dream », ce projet initié par la FIVB associe la détection, l'entraînement et la formation. Il concerne, dans sa phase expérimentale, quatre centres

dont les animateurs ont reçu le matériel didactique. « *En Europe, on commence la formation à 6 ans. Mais par rapport à notre spécificité, nous avons pensé que trouver un parent qui amène son enfant à l'âge de 6 ans serait un peu difficile. Nous avons regardé à partir de 9 ans à l'école dans quelle mesure réussir ce projet* », a expliqué le directeur national du projet, Joël Komo. [Page 16](#)

FRANCOPHONIE

Dakar accueille le premier Forum économique de l'OIF

Au lendemain du XV^e sommet de la Francophonie dédié aux femmes et aux jeunes, la capitale sénégalaise abrite, du 1er au 2 décembre, le premier Forum économique de cette organisation.

Ce forum qui regroupe des chefs de gouvernement, décideurs publics et privés de l'espace francophone constitue une plate-forme d'échanges pour identifier de nouvelles opportunités d'investis-

sement. Il se fixe comme objectif de dégager une vision commune et réfléchir à la dynamisation du potentiel de la communauté économique francophone afin de placer l'Afrique au cœur du rendez-vous de l'émergence. [Page 8](#)

ÉDITORIAL

Apprenti-sorcier

Page 2

ÉDITORIAL

Apprenti-sorcier

N'attachons pas plus d'importance qu'ils ne le méritent aux propos que le Président français, François Hollande, a tenus lors du sommet de la Francophonie à Dakar ce week-end. Émanant d'un homme d'État dont l'impopularité atteint un sommet historique, qui laisse son pays s'enfoncer dans une crise économique et sociale aux conséquences dramatiques, qui tente désespérément de survivre en multipliant les apparitions sur la scène internationale, ces propos s'apparentent plus à un cri de désespoir qu'à un sermon sur la bonne gouvernance.

Arrêtons-nous en revanche, et pour la deuxième fois en quelques jours, sur le danger extrême que la France court lorsqu'elle laisse sa plus haute autorité s'en prendre à ses alliés les plus sûrs, les plus fidèles, les plus engagés à ses côtés. Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui, même si l'Élysée et le Quai d'Orsay se défendent de toute ingérence dans les affaires intérieures des pays africains. Quitte à mettre une nouvelle fois les pieds dans le plat, rappelons à François Hollande que la France, si elle n'est pas soutenue par les pays africains ne pèse plus grand-chose sur la scène internationale. Face aux géants que sont les États-Unis, la Chine, l'Inde ou la Russie, elle serait un nain politique et stratégique si ses partenaires historiques venaient à se détourner d'elle. La preuve en est l'aide qu'elle ne cesse de solliciter de pays comme le nôtre pour restaurer la paix dans différentes parties de l'Afrique.

En laissant des organisations non gouvernementales au financement et aux desseins plus que douteux attaquer les dirigeants de ces mêmes pays, en réduisant comme peau de chagrin l'aide qu'ils sollicitent afin d'accélérer la marche de leur peuple vers l'émergence, en tenant des discours aussi nobles que vides de sens sur la protection de l'environnement, en rejetant toute idée d'adaptation des institutions africaines aux réalités du temps présent, François Hollande crée les conditions d'une rupture que la France paiera au prix fort. Il se conduit comme un apprenti-sorcier.

La preuve vient de nous en être administrée à Dakar où le Président français n'a pas agi comme il l'aurait dû afin que le secrétariat général de l'Organisation internationale de la francophonie revienne très logiquement à un Africain.

Les Dépêches de Brazzaville

CUVETTE-OUEST

Les femmes, solidaires autour des deux sénatrices du département

Le collectif des femmes des six districts que compte la Cuvette-Ouest a organisé le 29 novembre à Brazzaville, une réception à l'honneur de Victoire Golengo et Claire Assambo Kieli, élues aux élections sénatoriales du 12 octobre dernier.



Claire Assambo Kieli et Victoire Golengo

La manifestation a mobilisé jusqu'aux cadres et autres ressortissants de la Cuvette-Ouest résidant à Brazzaville. La sénatrice Victoire Golengo, à qui revenait la charge de délivrer le discours de circonstance, a reconnu les efforts que les autorités congolaises fournissent pour amener les femmes à occuper les postes de prise de décisions. Elle a cité, au passage, quelques femmes militantes et engagées de la Cuvette-Ouest dont les expériences continuent à inspirer les successeurs. Victoire Golengo a mis à profit ces retrouvailles pour appeler les filles

et fils du département de la Cuvette-Ouest à aplanir leurs divergences qui, selon elle, freinent considérablement le développement de cette partie du pays dont les premiers jalons, a-t-elle rappelé, sont posés par la municipalisation accélérée. En outre, elle a salué l'initiative du collectif des femmes des six districts qui œuvre entre autres pour l'unité, l'amour et l'entente entre les filles et fils de ce département.

De son côté, la coordonnatrice de ce collectif, Esther Ayissou Gayama, a noté que l'initiative permet la promo-

tion des ressources humaines et des compétences dont dispose le pays et particulièrement la Cuvette-Ouest. Elle a insisté sur la nécessité pour les cadres et autres ressortissants de la Cuvette-Ouest de créer une synergie qui participera, a-t-elle martelé, au développement de la contrée dont la municipalisation accélérée a déjà balisé la voie à suivre. « *Seuls, nous ne pouvons rien. Ensemble, nous contribuerons au développement de notre département* », a-t-il insisté.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundoumbé Ngonou

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

SANTÉ

Le Congo s'inspire de l'expérience de la Côte d'Ivoire dans les soins d'urgence

Le ministère de la Santé et de la Population a organisé du 27 au 29 novembre en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Congo, un atelier sur la prise en charge des urgences cardiovasculaires



Les participants/credit photo Adiac

Animé par le Pr David Mignosin du CHU de Bouaké à la tête d'une délégation, cette formation a regroupé des professionnels de santé venus des différents départements du pays. En effet, les participants ont été sensibilisés, entre autres, à la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux par l'unité néo-vasculaire ou la fièvre, l'hyper-glycémie et l'hypertension. Ils ont aussi suivis des exposés sur la kinésithérapie et la bonne hygiène de vie liée à l'alimentation et au sport. Les différentes techniques d'urgence, le massage cardiaque et la prise en charge des traumatismes en pré-hospitalier ont été également enseignés aux participants.

Une visite guidée de l'unité néo vasculaire, des salles de réveil au niveau du service de réanimation polyvalente et du service des urgences du CHU de Brazzaville a été aussi organisée.

Faisant la synthèse des travaux, le Pr David Mignosin a rappelé que les forces et faiblesses constatées dans le système sanitaire congolais étaient des situations fréquentes dans la région. « Nous sommes sûrs que nous n'avons pas fini, nous n'avons peut-être fait que le 1/5 de toutes les urgences, mais ce qui compte actuellement, il va falloir que chacun de nous sache faire ces gestes, il ne faut pas qu'on attende nécessairement un service flambant neuf

pour se mettre au travail. Le minimum que nous avons doit nous permettre d'avancer et de sauver des vies humaines », a-t-il lancé aux participants.

Selon lui, le but de cette formation est de faire des participants des formateurs. C'est ainsi qu'il les a invités à transmettre le savoir reçu à ceux qui sont autour de leurs centres respectifs. Le principal formateur espère que cet atelier permettra aux participants de se retrouver très rapidement dans le travail qu'ils sont appelés à réaliser grâce au concours des guides intitulés « Pratiques des urgences en Afrique et dans les Iles de l'Océan indien » qui leur ont été remis.

Quelques recommandations

Après l'analyse des sujets et les débats, les participants ont recommandé la mise en place d'un service d'aide médicale urgente (Samu) au Congo ; la poursuite et l'élargissement des sessions de formation et l'élaboration des normes de procédures sur les gestes des urgences qui sauvent. Ils ont enfin demandé l'équipement progressif des services des urgences dans les hôpitaux ; la création d'un site des méthodes et des réseaux de gestion des urgences ; la construction d'un service d'urgence adapté aux normes ainsi que la mise en place d'un grand centre des brûlés à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Des insuffisances profondes au niveau de la gestion des urgences au Congo

Présidant les travaux, le directeur général des hôpitaux et de l'organisation des soins, le Pr Alexis Elira Dokekias, a rappelé l'importance de cet atelier, le premier du genre. Au regard des différentes thématiques abordées, a-t-il indiqué, le chemin à parcourir reste encore long pour le Congo. D'après lui, les deux thèmes choisis portant sur les maladies cardiovasculaires et la situation des traumatologies reflètent bien le contexte épidémiologique actuel. « Nous avons au terme des échanges et des débats, constaté des insuffisances profondes au niveau de la gestion des urgences et à tous les niveaux. Elles portent sur la qualité et la quantité des ressources humaines, les

locaux inadaptés, la communication et la sensibilisation. Les maladies cardiovasculaires sont croissantes dans notre pays y compris les traumatismes. Donc notre intelligence et notre disponibilité sont sollicitées pour que nous puissions répondre de façon ponctuelle et efficace à la demande des patients », a invité Alexis Elira Dokekias.

S'agissant des ressources humaines, il a déploré l'insuffisance des médecins réanimateurs, le manque d'urgentistes formés dans le pays.

C'est ainsi que le ministère entend encourager les carrières de formation dans les soins d'urgence au niveau de la faculté des sciences de la santé. Il envisage aussi d'organiser des formations à l'extérieur ou sur le terrain à travers des ateliers de recyclage concis qui seront proches de la pratique pour permettre aux gens de se mouvoir selon leurs conditions. « Nous ne pouvons pas accepter que dans un hôpital de référence quelqu'un décède au 4^e étage tout simplement parce qu'on n'a pas pu intervenir en urgence pour essayer d'assumer quelques gestes qui sauvent. Nous devons faire davantage d'efforts pour que nous n'abandonnions pas trop tôt les patients qui arrivent en détresse, et que nous soyons disponibles également pour les prendre en charge afin d'assurer une survie à ces personnes en situation de danger », a conclu le directeur général des hôpitaux.

Parfait Wilfried Douniama

DÉVELOPPEMENT

La Bad envisage un ajustement pour les projets du Congo

Pour la stratégie 2015-2017, la Banque africaine de développement (Bad) propose de maintenir le cap stratégique en intégrant quelques ajustements : le renforcement du programme des infrastructures et l'amélioration des ressources humaines et de l'environnement des affaires.

Elle a présenté sa revue à mi-parcours le 1er Décembre à Brazzaville, au cours d'un atelier de validation et de restitution de la revue à mi-parcours du document de stratégie pays 2013-2017 ainsi que de la performance du portefeuille des projets financés par elle-même au Congo.

S'agissant de l'amélioration des ressources humaines et de l'environnement des affaires, la Bad se propose de s'y intéresser en comptant renforcer le secteur privé par le développement du secteur financier et financer des projets structurants en partenariat public privé.

La Bad devrait être en mesure de fournir un programme de qualité, analytique, intégré que d'autres institutions bancaires ne proposent pas. Par ailleurs, elle juge globalement satisfaisante l'exécution du programme opérationnel de coopération existant entre la banque et le Congo, malgré certains résultats mitigés. En effet, la Bad appuie la République



L'atelier de restitution/photo Adiac

du Congo dans son effort de développement à travers plusieurs projets. Le Congo sur la base de ses performances économiques récentes peut désormais bénéficier d'un financement plus important qu'avant, d'où l'élargissement du portefeuille de la Bad. Cet événement intervient à mi-parcours de l'exécution de la stra-

tégie pays pour la période 2013-2017. « Il est aussi important que nos interventions futures tirent l'expérience acquise dans la mise en œuvre des opérations en cours d'exécution. Il est donc nécessaire de consulter le gouvernement et les partenaires en vue de convenir des orientations stratégiques et des

principales activités structurantes à retenir... en vue de s'assurer de l'utilisation optimale et efficiente des ressources additionnelles mises à la disposition du pays », a déclaré le chef de la mission de la Bad, Abdellatif Bernoussi.

De la présentation de la Bad, le premier pilier sur les infrastructures, le niveau est jugé satisfaisant malgré quelques difficultés constatées dans le cadre des routes d'intégration régionale. S'agissant du second pilier : l'amélioration des ressources humaines et l'environnement des affaires pour promouvoir une croissance inclusive, les résultats sont faibles.

Sur ce dernier aspect, la Bad a relevé les efforts consentis par le gouvernement. Cependant le dialogue secteur public-privé n'est pas encore effectif. De ce fait, le gouvernement devra continuer à accorder une attention particulière à la fois aux aspects physiques, immatériels et institutionnels pour maximiser l'impact.

Actuellement, la Bad n'a aucune action allant dans le sens du secteur

privé.

Des conclusions du rapport d'avancement 2012-2013 du plan national de développement ressort un impact limité des performances économiques sur les indicateurs sociaux.

À la suite de cette présentation, le ministre délégué au Plan et à l'Intégration, Léon Raphaël Mokoko, a relevé que l'absence du secteur privé local est un frein pour son développement. Ainsi, la Bad devrait mettre en capacité les entreprises d'origines congolaises.

La banque devrait réfléchir au moyen de mettre à disposition des ressources financières en faveur des entreprises locales.

« Il réside une absence d'entreprises alors que l'année 2015 sera déclarée l'année de l'entreprise (...) », a-t-il souligné décrivant le manque d'esprit de mutualisation de niches de projets.

Notons que le rapport à mi-parcours et le document connexe seront soumis à l'appréciation du conseil d'administration de la Bad en avril 2015.

Nancy France Loutoumba

SOLIDARITÉ

La Fondation Congo assistance au chevet des sinistrés de Ngamakosso

À la suite de la pluie qui s'est abattue le 24 novembre à Brazzaville, la Fondation Congo Assistance que dirige Antoinette Sassou N'Gusso, épouse du chef de l'État, a volé au secours de 16 familles qui ont perdu leurs habitations à Talangaï, le sixième arrondissement.



Un échantillon du don

Le don remis le 29 novembre est composé des vivres et non-vivres : riz, sucre, lait en poudre, poisson salé, assiettes, sceaux, brouettes, moustiquaires imprégnées, pagne, savon, machette, cuvette, pelle, marmite, etc. Il a été remis par le secrétaire général de la Fondation Congo Assis-

tance, Michel Mongo, qui s'est adressé aux populations sinistrées en ces termes :

« Nous savons que vous avez des difficultés plus importantes. Mais, le geste d'aujourd'hui est un acte d'urgence pour vous permettre de vous refaire un peu. Concer-

nant les grandes questions qui nécessitent les solutions pérennes, au niveau de la Fondation Congo Assistance, nous ferons notre travail de plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour qu'ensemble nous puissions trouver une solution. Sachez que les pouvoirs publics ne sont pas restés indifférents à votre drame. »

Oyali Jean, l'un des sinistrés a quant à lui remercié l'épouse du chef de l'État pour son soutien inestimable et qui, a-t-il ajouté, ne ménage aucun effort pour venir en aide aux malades, aux sinistrés et aux personnes démunies.

Il a dit toute sa joie de recevoir ces dons.

Hormis les dégâts matériels constatés, rappelons que la pluie torrentielle de mardi a également causé la mort à trois personnes, dont une mère de famille et son fils venu à son secours. Les deux ont été emportés par le courant des eaux dans un collecteur non couvert, ainsi qu'une autre femme dans le même quartier.

Yvette Reine Nzaba

ÉDUCATION

Guy Arsène Bahoussa évoque la lutte contre le redoublement

Inspecteur itinérant au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Guy Arsène Bahoussa a fait récemment une étude sur le redoublement de la classe de troisième au Congo-Brazzaville, notamment de 2002 à 2012.



La rédaction de cette étude s'inscrivait dans le cadre des exigences du cours de Politiques d'encadrement et services adaptés ETA 6979 en vue de l'obtention du Diplôme d'études supérieures spécialisées en administration de l'éducation, à l'université de Montréal au Canada. En effet, selon lui, le redoublement de la classe de troisième qui marque la fin du cycle de l'enseignement de base obligatoire au terme de la loi scolaire, représente un véritable défi à relever. La troisième étant la classe terminale du cycle, le projet de lutte contre le redoublement devrait, a-t-il insisté, commencer dans les classes antérieures. « Convaincus que l'échec est l'antichambre du succès, les gestionnaires du système éducatif congolais utilisent le redoublement comme moyen pour corriger les lacunes des enfants en difficultés d'apprentissage. Au regard des résultats au Brevet d'études du premier cycle (examen-bilan des apprentissages du cycle fondamental) depuis dix ans d'une part, et en nous référant à la théorie, notamment les écrits des chercheurs d'autres part, nous nous rendons compte que le problème est loin d'être résolu. L'échec reste constant », a indiqué Guy Arsène Bahoussa.

Après avoir fait l'état des lieux de la situation du redoublement dans le pays et passé au peigne fin le contexte congolais, il a invité les enseignants à se mobiliser autour d'une vision qui privilégie, entre autres, l'apprentissage des élèves, la pra-

tique de l'évaluation formative et le travail d'équipe.

S'agissant des résultats au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) depuis une décennie (2002-2012), au regard du tableau, chaque année, plus de la moitié des candidats présentés, échouent et sont donc tenus de redoubler la classe.

Cause de ces échecs

S'appuyant sur le rapport du conseil national de l'enseignement de 2012, il a mentionné que la plupart des enseignants rejettent la responsabilité de ces échecs sur les apprenants, les pouvoirs publics et les parents. Pour eux, les élèves ne veulent pas apprendre, ils s'adonnent plutôt à la facilité et au manque de respect pour les enseignants qui sont censés leur transmettre les connaissances.

Quelques suggestions pour relever les défis

Accorder la première place à l'apprentissage, c'est-à-dire la prise en main de la classe par l'enseignant ; se placer dans une dynamique de développement des compétences ; promouvoir le soutien pédagogique et la pratique de la pédagogie différenciée ; favoriser le travail en équipe ; la gouvernance et management, ainsi que le leadership et le pilotage pédagogique.

Parfait Wilfried Douniama



COMMUNIQUÉ DE NSIA À L'ATTENTION DE SES CLIENTS ET ASSURÉS.

Il nous revient que des personnes ne faisant plus partie de la société, continuent de s'en prévaloir et prennent attache et/ou envoient des SMS à nos clients et assurés pour tenter de récupérer leurs assurances, vers d'autres destinations et/ou fins.

Par conséquent nous tenons à attirer votre attention sur ces agissements qui non seulement n'engagent nullement notre société, mais surtout pourraient vous porter préjudice ultérieurement car contraire à votre choix et/ou volonté.

Nous vous invitons en cas de doute à joindre directement notre société pour confirmation aux adresses suivantes :

Siège social : 1, Avenue Foch, Angle sergent Malamine - Centre-ville
Tél. : 06 631 65 54/05 629 23 23

Agence de Ouenzé : 158, Rue Nkouma, Angle Avenue de la Tsiémé
Tél. : 05 674 55 14

Agence de Pointe-Noire : Rond-point Kassai / Immeuble NBY (Face CNSS)

Tél. : 05 547 80 16

NSIA vous remercie par avance de votre confiance renouvelée.

L'assurance ne coûte chère qu'avant le sinistre, et n'attendez pas qu'il soit trop tard.

Nos collaborateurs et intermédiaires dans tous nos points de vente, vous conseilleront utilement sur nos produits.

NSIA LE VRAI VISAGE DE L'ASSURANCE ET DE LA BANQUE



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « Je trouve ça gênant qu'un président qui est avec ses pairs... au sommet de la Francophonie ne vienne pas discuter avec eux, mais dicter ce qui devrait se passer dans leur pays »

Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères du Rwanda, France 24 (réaction aux propos du président français)

□ « La France n'est pas en tutelle des pays africains ! Moi je n'ai jamais conçu le rapport avec les chefs d'État africains, dans le cadre d'une espèce d'influence, de domination ou de soumission. C'est totalement contraire à ma conception des rapports entre la France et l'Afrique »

François Hollande, président de France, RFI, 28 novembre 2014

□ « La Francophonie n'a rien à voir avec le colonialisme. »

Abdou Diouf, Sénégal, ancien secrétaire général de l'OIF, Le Soleil N°13353 du 28 novembre 2014-12-01

□ « Aujourd'hui, le français est une langue qui permet à des peuples différents de se rencontrer dans le savoir islamique, de s'abreuver de ses sources, de s'enrichir de ses trésors et de ses spiritualités pour se connaître et se respecter. En cela, il est aussi langue d'islam. »

Abdoul Azize KEBE, Centre de Recherche Islam Sociétés Mutations, Le Soleil N°13351 du 26 novembre 2014

□ « Nous estimons que le dialogue, la recherche du consensus ne doit pas être enfermée dans un simple échange entre formations politiques. »

Jean Jaurès (homme politique français), au Congrès socialiste international (Paris), 23-27 septembre 1900, Éditions Minkoff, 1980.

JOURNÉE NATIONALE DE LA SOLIDARITÉ

Les Congolais invités à s'appropriier l'évènement

Instituée en 1999 au sortir de la guerre, la Journée nationale de la solidarité est célébrée le dernier dimanche du mois de novembre pour, entre autres, sensibiliser et contribuer à la mise en œuvre d'actions de formation civique pouvant favoriser la concorde nationale



Anasthasie Ossangatsama assistant Hélène Batanga/crédit photo Adiac

La 16e édition de cette journée est placée sous le thème : « Faisons un geste en faveur des personnes âgées ». C'est aussi une occasion pour interpellier l'ensemble des Congolais pour une participation communautaire afin de soulager les peines des compatriotes victimes de toutes sortes de calamités et de promouvoir l'esprit d'ouverture, de tolérance et de fraternité. Pour inciter les gens à poser un geste allant dans ce sens, la directrice générale de la solidarité a offert un don de vivres à une personne âgée dans l'arrondissement 1 Makélékélé.

« J'ai fait ce geste en tant que citoyen à l'égard de la personne âgée que j'ai voulu vraiment ai-

der. Les critères de sélection sont liés à la vulnérabilité. Vous avez vu les conditions dans lesquelles cette maman vit. La journée de la solidarité n'est pas réservée aux gouvernants ou à l'État. Nous devons tous intérioriser cela ; nous devons savoir qu'à l'occasion de cette journée, chacun de nous doit manifester sa générosité », a expliqué Anasthasie Ossangatsama après avoir assisté Hélène Batanga. La directrice générale de la solidarité a, par ailleurs, invité les Congolais à poser un geste à l'égard d'une personne âgée qu'ils estiment vulnérable vivant dans leur environnement immédiat afin de la reconforter. « C'est tout le monde

qui doit être impliqué et se jeter à l'eau. Ce n'est pas seulement le ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité. Je sais que vous avez aussi dans vos quartiers des personnes âgées, donc celles qui ont 60 ans ou plus, aujourd'hui, cette journée leur est consacrée », a-t-elle poursuivi, précisant que la solidarité est une valeur que chacun devrait incarner.

Rappelons que l'année dernière, cette journée avait été commémorée, en différé le 11 décembre, à travers un focus-groupe, sur le thème : « Mobilisons-nous pour les enfants victimes d'infirmités motrices cérébrales ».

Parfait Wilfried Douniama



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

Le Lions Club Brazzaville Elikia organise une campagne de dépistage à Ignié

Dans le cadre de la journée mondiale de la lutte contre le diabète qui a été célébrée en novembre dernier, Lions Club Brazzaville Elikia a organisé une campagne de sensibilisation et de dépistage gratuit de cette maladie. C'était le 24 novembre au district d'Ignié, à 45 km au nord de Brazzaville.



Une séance de dépistage

Cette opération, la deuxième du genre, était destinée aux adultes et aux élèves du collège du district d'Ignié (encore appelé PK-rouge). Près de 220 personnes ont été dépistées dont 127 adultes et 93 enfants. Au final, 10 adultes ont été détectés et 18 enfants soumis aux traitements, « Nous allons les orienter vers notre partenaire Diab-Action avec qui nous avons mené cette opération », a indiqué Excellent Magloire Mombo, président de Brazzaville-Elikia qui a par ailleurs remercié le dé-

puté d'Ignié Cyr Ebina, le maire de la commune et le directeur de l'école, pour leur implication dans la mobilisation de l'ensemble de la population et des élèves à prendre part à cette campagne. Excellent Magloire Mombo, au vu des résultats enregistrés, a ciblé plusieurs axes afin de mener une prévention contre le diabète. Les parents ont été conseillés d'être plus regardant en ce qui concerne l'alimentation de leurs enfants. « C'est vrai que le problème parfois se pose en terme de moyen, pour

dire voilà nous n'avons pas assez de moyens pour donner un repas équilibré aux enfants, mais il faut faire attention, les enfants doivent faire attention de manger entre les plats et à tout moment pour éviter effectivement un mauvais cholestérol. Maintenant pour ce qui est de l'école, il faut que le directeur de l'école mette un programme pour les activités sportives », a-t-il suggéré. Avant la phase de dépistage, deux temps forts ont marqué ces retrouvailles, dont la sensibilisation sur la prévention du diabète et la projection d'un film que les organisateurs ont commenté ensemble avec les enfants, pour qu'ils aient une idée sur le diabète. Le député Cyr Ebina a dit le bien fondé de cette action. « Nul est à l'abri du diabète raison pour laquelle nous avons pensé partager avec vous cette journée sur la sensibilisation », a-t-il commenté. Toutefois, a souligné le président de «Brazzaville Elikia,» la vraie lutte contre le diabète passe par la prévention. Par ailleurs, deux malles de kits sportifs ont été remis au staff dirigeant de l'école. Notons qu'avant Ignié, une première campagne sur le dépistage des troubles visuels avait été organisée par Lions Club BrazzavilleElikia du 3 au 4 novembre à l'école primaire de Mayanga. 600 élèves avaient été dépistés et, quelques allergies ont été décelées chez certains enfants.

Guillaume Ondzé

LA CONGOLAISE DE BANQUE
en abrégé « LCB »

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Au capital de dix milliards (10.000.000.000) de Francs CFA
Siège social : Avenue Amilcar Cabral, centre ville, Brazzaville, République du Congo

CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE ET DE LOGO ET MISE A JOUR DES STATUTS

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale à Caractère Mixte du 15 avril 2014, reçu le 11 septembre 2014 au rang des minutes de Maître Sylvert Bérenger KYMBASSA BOUSSI, Notaire, dûment enregistré à Brazzaville Poto-poto, le 18 septembre 2014 sous folio 166/4 numéro 2385, les actionnaires de La Congolaise de Banque en abrégé « LCB », dont le siège social est sis à Brazzaville, avenue Amilcar Cabral, centre ville, République du Congo, immatriculée au registre de commerce et du crédit immobilier sous le numéro 06 B 58, ont décidé, à titre extraordinaire, notamment de :

1) changement de dénomination sociale : La Congolaise de Banque en abrégé « LCB » prend désormais la dénomination sociale de LCB Bank ;

2) adoption du nouveau logo



3) mise à jour des statuts subséquente au changement de la dénomination sociale et à l'adoption du nouveau logo de LCB Bank.

Dépôt légal des modifications intervenues a été effectué le 25 septembre 2014 au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, enregistré sous le numéro 14 DA 951.

Inscription modificative a été effectuée le 24 septembre 2014 au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville sous le numéro M2 / 14-2051.

Pour insertion légale
Le Notaire

Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!

le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

➤ Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

➤ Acer Celeron (Couleur Rouge)

➤ Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

➤ Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Garantie 1 an

Gratuit

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

FÉDÉRATION PCT - FRANCE/EUROPE

Pierre Ngolo agressé à Paris

De jeunes Congolais, se revendiquant de l'opposition, ont gravement perturbé les travaux de la session inaugurale de la Fédération du Parti congolais du travail (PCT-France/Europe).

La matinée du samedi 29 novembre, à l'hôtel le Mariotte Rive gauche de Paris, a été consacrée à une session plénière ouverte à tous les Congolais et amis du Congo. S'adressant à l'assistance venue nombreuse, le Secrétaire général du Pct est revenu sur l'implantation des instances en France. « *Le Pct doit participer aux débats quel que soit le sujet. Ici, à Paris, nous devons être présents aux rendez-vous des débats politiques* », a-t-il expliqué. Et de poursuivre : « *face à la caricature, nos militants doivent être capables de répondre en opposant la vérité. Il en va du maintien des équilibres installés dans le pays pour qu'ils ne puissent pas se rompre* ». Conformément aux statuts et aux normes d'organisation du Pct, les membres du Conseil fédéral ont adopté le règlement intérieur, les motions et le budget

2015.»

Pour Gabriel Dion, président de la Fédération France du Pct, le parti est désormais en ordre de bataille pour « *honorer la dynamique obtenue grâce à un travail commencé depuis le 21 juin dernier* ». Le président de la Fédération, confirmé par le Bureau politique à la tête du parti en France, se dit prêt à affronter les différents défis du moment, y compris le débat inévitable des échéances électorales. « *Nous contribuons aux débats de la constitution en conformité avec la commission mise en place au niveau national* », a-t-il assuré.

L'aboutissement des travaux du 29 novembre a donné place à une fédération structurée, assure le communiqué final. « *Nous sommes satisfaits des résultats obtenus grâce à la qualité du travail et de pouvoir constater la réelle détermination des militants.*



Bain de foule de Pierre Ngolo lors de la Session inaugurale Pct de Paris novembre 2014

Nous devons œuvrer pour inciter les Congolais à la pratique démocratique », a conclu Pierre Ngolo.

Incident prémédité à la mi-journée

C'est à la mi-journée, après la séance plénière, que s'est produit un fâcheux incident. Pierre Ngolo, qui voulait se retirer de la foule du premier hall de la salle de l'hôtel, est tombé dans l'embuscade tendue par deux jeunes individus tenant entre leurs mains des sachets de farine, outils de leur méfait. Ainsi se sont fait lâchement enfariner le Secrétaire général et sa garde rapprochée. Ra-

pidement, les deux individus ont été maîtrisés et étendus sur le sol, Pierre Ngolo étant vivement emmené et mis à l'abri. En début d'après-midi, comme prévu au programme, les conseillers fédéraux ont repris leurs travaux. Pendant ce temps, à l'extérieur, vêtues de treillis, sept autres personnes manifestaient. Des propos véhéments pour dire : « *Non au changement de la constitution !* ».

Après la clôture des travaux, Pierre Ngolo est réapparu propre, rasséréiné et courtois, devant les journalistes. Commentant l'incident, il a déclaré : « *C'est une des*

formes d'expression de la démocratie ! Malheureusement, celle choisie par les deux individus est ignoble. Nous militons justement pour une démocratie dont serait exclue la violence. » C'est la seconde fois que se perpétue, avec les mêmes armes et violentes invectives, ce genre d'incidents regrettables auprès d'un Congolais à Paris. La première victime avait été Michel-Innocent Peysa lors de la présentation de son livre « *Entre le bon sens et l'alternance absolue* », le 5 novembre dernier, dans l'enceinte de la Sorbonne à Paris.

Marie Alfred Ngoma

AVIS DE MARCHÉ DE FOURNITURES

Intitulé du marché: Fourniture de deux véhicules utilitaires 4X4 simple cabine, d'équipements informatiques et bureautiques, de deux groupes électrogènes de 12KVA ainsi que de deux bateaux (genre hors-bord)

Le Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration, Ordonnateur national du Fonds Européen de Développement, envisage d'attribuer un marché de fournitures diverses en quatre lots :

1. Lot 1 : 02 (deux) véhicules utilitaires 4X4 simple cabine, pour 2 sites ;
2. Lot 2 : Equipements informatiques et bureautiques, sur divers sites ;
3. Lot 3 : 02 (deux) groupes électrogènes, sur 2 sites ;
4. Lot 4 : 02 (deux) bateaux (genre hors-bord), sur 2 sites.

Les lieux d'exécution sont les suivants: Owando, Ewo, Oyo, Mossaka, Makoua, Ouesso et Impfondo, en République du Congo. Ce marché est financé par le Projet d'Actions pour le Renforcement de l'Etat de Droit et des Associations (PAREDA) de l'Union européenne (10ème FED). Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu à l'adresse suivante:

Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration

Direction Générale du Partenariat au Développement
Ex Immeuble grand travaux (en face du cinéma vogue)
Boulevard Denis SASSOU NGUESSO
1er étage, portes 101 et 102.

BRAZZAVILLE / République du CONGO

Et sera également publié sur le site internet de la Délégation de l'Union européenne en République du Congo :

http://eeas.europa.eu/delegations/congo/index_fr.htm

La date limite de remise des offres est fixée au 08/01/2015 à 12 heures.

Les éventuelles informations supplémentaires ou éclaircissements concernant le dossier d'appel d'offres seront publiés sur le site internet de la Délégation de l'Union européenne en République du Congo et dans les Dépêches de Brazzaville.

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE POPAUL ET MA COLETTE

Les familles Eboma Boto-Maleka et Monabeka informent



parents, amis et connaissances de la mort de madame Eboma-Boto Colette et de son fils Maleka Eboma Keen Maicol Popaul survenue ce lundi 24 novembre 2014 au quartier Ngamakosso Talangai.

La veillée mortuaire a lieu au n°5 rue Bohoulou Ngamakosso Talangai.

Programme des obsèques :

9h : levée des corps à la morgue municipale de B/ville

11h : recueillement et absoute au domicile sis n°5 rue Bohoulou Ngamakosso Talangai

15h : mise en terre au cimetière privé Bouka

17h : Fin de la cérémonie.



Vous hésitez à vous lancer dans la création d'entreprise

Vous avez une activité que vous souhaitez développer

Le Fonds d'Investissement Solidaire du Congo

FISCO vous accompagne dans votre démarche:

Validation du Concept

Etude de marché

Analyse du cycle d'exploitation

Analyse du processus de Production

Etude du financement des projets rentables

Réalisation du suivi post-crédation

Contact: Rue Ntandou Youmbi (Au fond de la rue de la radio Pointe Noire) Immeuble de l'ESCIC. 1er étage Tél : 06 862 66 63 Mail : contact@fiscongo.org

PAIX ET SÉCURITÉ

L'Afrique se mobilise pour lutter contre la menace terroriste

Il s'est ouvert le 1er décembre à Brazzaville un atelier de sensibilisation des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) sur le thème, « la radicalisation, l'extrémisme violent et la déradicalisation » afin de mettre en place des mécanismes concrets de lutte contre la menace.



La photo de famille des participants

En effet, face à la menace de plus en plus grande, les pays de la sous-région veulent s'organiser rapidement et mettre en place une stratégie commune de lutte contre le terrorisme. L'année 2015 sera décisive.

« Les actes de violence dues à la radicalisation et à l'extrémisme violent dans le monde montrent qu'aucun pays, qu'aucune société n'est à l'abri du danger que représentent ces fléaux », a déclaré, dans son discours, Jacques Obindza, secrétaire général par intérim, chef de département Afrique au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

« Les attentats terroristes du groupe islamiste Boko Haram qui continuent de faire de nombreuses victimes au Nigéria et au Cameroun sont une parfaite illustration. IL est nécessaire de renforcer davantage la coopération internationale et sous régionales et de créer une synergie au

niveau national, à travers une approche basée à la fois sur la prévention et la lutte », a-t-il proposé.

Le directeur du Centre Africain d'Etudes et de recherche sur le terrorisme (CAERT), Francisco Caetano José Madeira, estime qu'il faut empêcher les groupes terroristes à développer leurs activités, et qu'il faut chercher à déstabiliser leurs sources de financement. Chaque Etat membre, a-t-il dit, doit « adopter les approches stratégiques visant à contrer le terrorisme. »

Pour combattre et lutter contre les idéologies extrémistes, le représentant du Comité des services de renseignements et de sécurité d'Afrique (ISSA), a, pour sa part, proposé la mise en œuvre d'une police de proximité, avec la participation de la société civile.

« Pour atteindre cet objectif, notre action commune et concertée doit être soutenue par une stra-

tégie multidimensionnelle devant être élaborée en partenariat avec d'autres acteurs civils et sociaux », a-t-il suggéré.

Cet atelier qui se tient au moment où le terrorisme est devenu l'une des principales menaces à la sécurité est organisé par le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), basé à Alger. Plusieurs sous thèmes y seront débattus entre autres : le rôle de la société civile et des médias dans la lutte contre l'extrémisme violent ; le rôle des organisations des femmes et des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Rappelons que le premier atelier régional sur la lutte contre le terrorisme a eu lieu en décembre 2012 à Brazzaville. Il a abouti à la constitution d'un réseau de coordonnateurs nationaux de lutte contre le terrorisme et la désignation d'un coordonnateur régional.

Yvette Reine Nzaba

FRANCOPHONIE

Dakar abrite le 1^{er} Forum économique du 1 au 2 décembre

Au lendemain du XV^e sommet de la Francophonie dédié aux femmes et aux jeunes, qui s'est soldé par la désignation de la Canadienne Michaëlle Jean, première femme à occuper la tête de la Francophonie, Dakar organise les 1er et 2 décembre, le premier Forum économique de la Francophonie.

Le président sénégalais Macky Sall, et d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des décideurs privés et publics de l'espace francophone y participent. Une plateforme d'échanges orientée vers l'identification de partenariats afin de mettre en exergue de nouvelles opportunités d'investissement. La nouvelle secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a fait du volet économique l'un des instruments modernes de l'institution. C'est aussi ce que souhaitent les pays du Nord, très influents, le Canada et la France, favorables à « une Francophonie renouvelée ». Compte tenu de son potentiel économique, décrit dans le rapport de Jacques Attali, « la Francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable » avec 274 millions de personnes et potentiellement 770 en 2050, l'espace francophone représente 16% du PIB mondial, un taux de croissance de 7% et 22% d'échange commerciaux. À la lumière de ce constat, il est possible de créer un nouvel espace d'échanges économiques à l'instar du Commonwealth. Considérée comme le pôle de croissance du futur et l'avenir de la Francophonie, l'Afrique s'inscrit comme le moteur de cette Francophonie économi-

que. Le Forum économique vise à jeter les bases d'une communauté économique compatible avec les institutions panafricaines déjà existantes. Aux valeurs de démocratie, de partage linguistique autour du français, rappelées par le président français, François Hollande, et son homologue Macky Sall, s'ajoute une valeur économique, avec un rêve, celui de Jacques Attali, d'une Union économique francophone.

Le Forum économique de la Francophonie le premier du genre, vise à mener des réflexions utiles pour construire un véritable espace d'échanges et d'opportunités entre les États membres de l'OIF. Les thèmes qui seront débattus sont : comment dynamiser le prodigieux potentiel de la communauté économique francophone ; comment mettre l'Afrique au cœur du rendez-vous de l'émergence. Un millier de décideurs politiques et économiques des cinq continents sont attendus. L'objectif étant de dégager une vision commune. Des questions assez sensibles sont attendues, notamment l'ouverture des frontières entre les pays de l'espace, ainsi que les conditionnalités d'un partenariat gagnant-gagnant entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Noël Ndong

SOUDAN

Omar el-Béchir réclame le départ de la MINUAD

Les relations entre la mission onusienne de maintien de la paix (MINUAD) et Khartoum se sont dégradées après des allégations de viol collectif commis par des soldats de l'armée soudanaise, sur lesquelles enquêtaient les Casques bleus de l'ONU.

Le président soudanais, Omar el-Béchir veut que soit établi un « programme clair » sur le départ de la mission conjointe ONU-Union africaine au Darfour (MINUAD). Il veut que cela se fasse dans les meilleurs délais, parce que cette force internationale est devenue selon lui « une protection pour les rebelles ». La pomme de discorde serait le fait que les casques bleus de la MINUAD ont été empêchés d'enquêter sur les allégations de viol commis par l'armée soudanaise. Mais ces accusations sont toujours démenties par l'armée soudanaise. Et, jusqu'à ce jour, les autorités du pays ont toujours refusé les demandes de la MINUAD de retourner sur les lieux pour poursuivre son enquête. Il faut dire que les bras de fer entre la MINUAD et les dirigeants soudanais ne datent pas d'aujourd'hui. Cette situation a conduit en fin novembre dernier, Khartoum à demander à la force internationale de préparer un plan de désengagement et de fermer son bureau des droits de l'Homme, accusant à son tour les Casques bleus de viols.

Réagissant à cette volonté affichée par le Soudan, certains diplomates du Conseil de sécurité des Nations unies ont condamné la décision des autorités soudanaises et déploré le fait que Khartoum n'avait jamais voulu d'une mission de maintien de la paix sur son sol.

Pour l'heure, aucune solution n'est trouvée concernant cette situation. Il faut peut-être attendre en mois de février prochain pour espérer une issue heureuse au différend qui oppose les différents protagonistes, puisque les Nations unies considèrent déjà le départ des troupes comme une option. L'ONU a d'ailleurs précisé à ce sujet qu'une évaluation de la situation serait effectuée à partir de la fin de la première quinzaine de février.

Rappelons que les troupes de la MINUAD ont été déployées au Darfour en 2007 pour protéger les civils et sécuriser l'aide humanitaire destinée au Darfour où depuis 2003, des tribus se considérant comme marginalisées s'opposent violemment aux autorités de Khartoum. L'ONU estime que les violences dans cette région ont fait plus de 300.000 morts et 2 millions de déplacés.

Nestor N'Gampoula

SWITCH ON

À DE NOUVELLES
OPPORTUNITÉS



ENTREPRISE

DÉVELOPPER SA CLIENTÈLE
**STRATÉGIE
COMMERCIALE**

Vous venez de créer votre entreprise
et vous souhaitez en un temps record
acquérir le maximum de clients.
Il vous faut avant tout lier votre
activité aux besoins de cibles
préalablement identifier.

Marketing et Technique de Communication - Finance
comptabilité -

WWW.OPPORTUNITÉ&BUSINESS.COM

Clairine Ojiny



Connecte-toi au meilleur de l'Internet
3.75G et découvre un monde
d'opportunités.

Pour activer,
compose ***178#OK**



airtel
internet

LE RÉSEAU INTELLIGENT QUE
VOTRE SMARTPHONE MÉRITE



<https://www.facebook.com/airtelcongob>



@airtel_congob

Avis de vacance de poste n° CBRA/CRD/2014/003
Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
UN(E) ASSISTANT(E) DE PROGRAMME.

Sous la supervision de la Représentante Adjointe de l'Unicef au Congo, l'Assistant(e) de Programme sera chargé(e) de donner un support technique et administratif au sein du Programme.

Il/elle aura un rôle important dans la collecte des données et le suivi des activités du programme.

Profil requis pour le poste

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, de préférence complétées par des études supérieures techniques dans le domaine de l'organisation du travail.
- Avoir au moins 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine administratif, dont une année au moins dans un domaine étroitement lié à l'appui des activités de programme. Une (1) année d'expérience dans le Système des Nations Unies serait un atout.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Aptitude à communiquer, à négocier et à travailler sous pression.
- Etre capable de prendre des notes.
- Avoir un esprit de synthèse.
- Capacité à contribuer au suivi budgétaire du programme.
- Capacité à assurer le suivi du courrier et à préparer les réponses conformément aux instructions du superviseur.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée avec possibilités de renouvellement.
- Grade : GS-5, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 12 décembre 2014 à 17 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivant : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière mentionner obligatoirement le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

Avis de vacance de poste CBRA/CRD/2014/001
- 2ème Publication -
Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
UN(E) SPÉCIALISTE EN COMMUNICATION
POUR LE DÉVELOPPEMENT

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la spécialiste en Communication pour le Développement sera chargé(e) essentiellement de la conception, la formulation, la gestion, l'exécution, le suivi et l'évaluation du programme communication pour le changement de comportement, de la stratégie de mobilisation sociale et de la communication externe afin de promouvoir les droits et valeurs sensibles du genre, cerner les problèmes des enfants dans le domaine public, renforcer la volonté politique en faveur de la mission et des objectifs de l'UNICEF, renforcer la crédibilité de l'organisation et l'efficacité du programme de pays dans son ensemble.

Le/la candidat(e) sélectionné(e) aura à opérer de façon autonome avec une supervision minimale.

Profil requis pour le poste

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences sociales et/ou en sciences et techniques de la communication (sociologie, anthropologie, psychologie, communication, ...) avec un accent sur la planification de la communication stratégique pour le développement axé sur le changement de comportement, la mobilisation sociale, la communication participative et la recherche.
- Etre de nationalité Congolaise (RC),
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine du développement, de la planification des stratégies de communication et de la gestion des programmes de développement social, de préférence dans les pays en développement, avec une expérience pratique dans l'adaptation et l'application des processus de planification de la communication à des pro-

grammes spécifiques et méthodes et techniques de recherche.

Avoir une expérience de gestion d'une équipe

- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
 - Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.
 - Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.
- Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures
- Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures reçues lors de la 1ère Publication seront prises en compte.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

Avis de vacance de poste CBRA/CRD/2014/002
- 2ème Publication -
Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
Un(e) Spécialiste en Planification, Suivi et Evaluation

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la spécialiste en Planification, Suivi et Evaluation sera responsable de la planification, du développement et de la mise en œuvre des stratégies de suivi et d'évaluation intégrées à l'appui du programme de pays.

Il/Elle sera chargé de soutenir les autres composantes du programme dans le suivi des stratégies adaptées aux enfants, axées sur l'équité et de fournir une analyse précise de la situation des enfants et des femmes au Congo. Il/elle mettra également un accent sur le développement des capacités nationales sur le suivi des plans locaux participatifs adaptés aux enfants, la gestion axée sur les résultats, l'approche genre fondée sur l'équité.

Profil requis pour le poste

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences sociales (sociologie, démographie, Planification du Développement, Statistiques Economie, Suivi-évaluation...).
- Etre de nationalité Congolaise (RC).
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine de la planification, du suivi et évaluation des programmes et une bonne expérience dans le traitement des statistiques, la collecte et l'analyse des données qualitatives et quantitatives.
- Capacité d'analyse, de conceptualisation et de rédaction.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces.

Capacité à travailler avec un minimum de supervision

- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Bonne connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes ainsi que celles liées à la recherche.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
 - Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.
 - Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.
- Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures
- Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures reçues lors de la 1ère Publication seront prises en compte.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

Avis de vacance de poste CBRA/EDU/2014/001
Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
UN(E) SPÉCIALISTE EN EDUCATION

Sous la supervision du Chef de Programme Education de Base, le/la spécialiste en Education sera responsable de la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme éducation afin d'en assurer l'efficacité et l'efficience dans la réalisation de ses objectifs.

Il/elle sera responsable de l'identification des inégalités entre les sexes en matière d'éducation, et l'élaboration d'approches innovateurs à l'élimination de ces inégalités en collaboration avec les autres sections. Il/elle veillera à ce que des mécanismes de contrôle soient mis en place pour suivre les progrès vers les objectifs de réduction des disparités en matière d'éducation.

Profil requis pour le poste

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences de l'Education ou en sociales (Développement International,...).
- Etre de nationalité Congolaise (République du Congo).
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités au niveau national et international dans le domaine de l'éducation et en matière de gestion de la réponse à l'urgence. Un an d'expérience professionnelle dans le Système des Nations Unies serait un atout.
- Capacité d'analyse, de conceptualisation et de rédaction.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces.
- Capacité à travailler avec un minimum de supervision
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Bonne connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
 - Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.
 - Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.
- Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures
- Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.
- NB :** Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
 - Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.



**BP 06 Cité du Djoué
Brazzaville CONGO**

Appel d'offres N° AFRO/023/2014 pour la gestion complète en sous-traitance de la Cafeteria centrale de l'OMS/AFRO.

Dans le souci permanent de garantir de bonnes conditions en milieu professionnel pour son personnel et ses visiteurs, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé veille à ce qu'un service de qualité soit toujours offert au niveau de sa cafeteria centrale.

A cet effet, le présent appel d'offres ouvert est lancé en vue de sélectionner une société spécialisée dans les services de restauration et de traiteur pour un contrat pour la gestion complète en sous-traitance du service de restauration de la cafeteria centrale du Bureau Régional (OMS/AFRO).

Les sociétés intéressées sont invitées à retirer le cahier des charges y afférant (avec les détails et les conditions de sélection) jusqu'au mercredi 15 décembre 2014, entre 9H et 13H, du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 23 à « L'Estate, Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS, cité du Djoué ».

La soumission présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original devra comprendre l'offre administrative et technique d'une part, et l'offre financière d'autre part. L'enveloppe globale contenant ces deux offres sera fermée à l'aide de bandes adhésives et devra porter la mention «CONFIDENTIEL – Gestion en sous-traitance de la Cafeteria centrale de l'OMS/AFRO ». L'enveloppe devra être déposée au plus tard mardi 16 décembre 2014 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation Mondiale de la santé

Bureau Régional pour l'Afrique

BP 6

Bureau de GMC N° 128 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville – Congo

Un reçu de dépôt d'enveloppe scellée sera délivré par le Secrétariat de l'Administration générale.

Une visite collective des lieux sera organisée jeudi 4 décembre 2014 à 10 Heures avec comme programme :

- 10H00 à 10H15 : séance de briefing dans la salle N°18 à l'Estate ;
- 10H15 à 10H30 : visite de reconnaissance des lieux ;
- et 10H30 à 11H45: séance de questions/réponses.

Notes :

La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Lors de la visite des lieux, les potentiels soumissionnaires devront se munir d'une clé USB afin d'obtenir la version électronique des termes de références.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

Avis de vacance de poste n° CBRA/OPS/2014/001 Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter pour son Bureau de Brazzaville (CONGO)

Un(e) assistant(e) chargé(e) de l'Administration, GS-6

Sous la supervision de l'Administrateur des Opérations, le (la) titulaire du poste devra fournir des services de gestion administrative au bureau du Congo.

A ce titre, il/elle assumera principalement les fonctions suivantes :

- Veiller à l'entretien et la maintenance effective des véhicules, bâtiments, équipements et aménagements du bureau.
- Participer à l'identification des besoins en équipements de bureau et véhicules et à leur renouvellement.
- Donner l'appui logistique nécessaire dans la supervision des voyages et l'organisation des séminaires (contacts avec les agences de voyage, hôtels et autres prestataires de service).
- Superviser et diriger une équipe de plusieurs chauffeurs.
- Assurer l'inventaire des biens meubles et immeubles du bureau et préparer le rapport pour le siège.
- S'assurer que les dispositions en matière de sécurité et sûreté du personnel, locaux et autres actifs sont en place et fonctionnels.
- Informer le personnel international sur des questions administratives générales relatives aux visas, permis, sécurité, donner des conseils et assurer un soutien administratif, au besoin.

Profil requis pour le poste

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, de préférence complétées par des études en gestion administrative et/ou en administration des affaires, ou dans un domaine apparenté.
- Avoir six (6) ans d'expérience profes-

sionnelle progressivement dans l'administration en général. Une (1) année d'expérience avec le système des Nations Unies serait un atout.

- Aptitude à travailler sous pression et dans un environnement multiculturel.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes (World, Excel, Power Point, Internet). La connaissance du SAP serait un atout.
- Bonne aptitude à communiquer et à négocier.
- Capacité à rédiger des rapports.
- Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais.

Conditions de service

- Salaire : Selon la grille des Nations Unies
- Grade : GS-6, selon la grille des Nations Unies
- Lieu de travail : Brazzaville, CONGO avec des déplacements éventuels à Pointe Noire

Dépôt de Candidatures au plus tard le 08 décembre 2014 avant 17 heures
Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, UNIQUEMENT par courriel à l'adresse suivant : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière mentionner obligatoirement le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN PASSATION DES MARCHES

N° d'Avis à Manifestation d'Intérêt : 321/MEH/PABP-CEP
Secteur : Eau et Assainissement

Source de financement : DON FAD

N° Accord de Don : 210015501651

N° Identification du Projet : P-CG-EA0-002

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du « Projet Assainissement des villes de Brazzaville et Pointe-Noire », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat d'un Consultant individuel Spécialiste en passation de marchés.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent : la mise à jour du plan de passation des marchés du projet, l'inscription à l'ordre des commissions des étapes du processus d'évaluation de la passation des marchés et la mise en place d'un système de classement des dossiers de passation de marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents y relatifs. La mission s'étendra sur une durée de 03 mois renouvelable. Il sera basé à Brazzaville. Le Directeur du Projet Assainissement des villes de Brazzaville et Pointe-Noire invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidat(e)s éligibles intéressé(e)s doivent produire des informations sur leur capacité et leur expérience démontrant qu'ils (elles) sont qualifiés(e)s pour les prestations prévues. Ils (elles) fourniront à cet effet les informations suivantes :

- Curriculum Vitae (CV) indiquant avec preuves : Formations et qualifications ;

Références des prestations similaires ;
Expériences dans des missions comparables ;
• Copie d'acte de naissance ;
• Certificat de nationalité ;
• Casier judiciaire.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, [insérer l'édition en vigueur], qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires aux adresses mentionnées ci-dessous, les jours ouvrables de 08 heures 30 minutes à 15 heures 00 minute (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 22 Décembre 2014 à 12 heures 00 et porter expressément la mention « prestations d'expert en passation des marchés ».

Adresse :

Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique,
Direction Générale de l'Hydraulique
4ème étage du bâtiment BP : 2120 Fax : (242) 283 52 43
Tél : (242) 281 02 65 / 06 896 00 00 / 06 896 00 02
Email : mehgh@yahoo.fr / dgh_ucp@yahoo.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réception des nouveaux étudiants à l'ISPT-Kin

La séance a permis à ces derniers de s'imprégner des réalités de cet institut universitaire et de la vie estudiantine.

L'Institut supérieur pédagogique et technique de Kinshasa (ISPT-KIN) a organisé, le 29 novembre, une séance académique consacrée à la réception des nouveaux étudiants inscrits au sein de cet institut. En lieu et place du bizutage (bleussaille), cet établissement d'enseignement supérieur a choisi, depuis plusieurs années déjà, à guider les premiers pas de ses nouveaux étudiants par des enseignements spécifiques et pratiques liés à ses valeurs.

Le responsable du département Accueil, orientation et guidance, Adhemar Ciamala Kabambi, expliquant l'objectif de cette activité, a noté que la séance vise à donner aux nouveaux étudiants, ceux qui viennent d'embrasser leurs études universitaires et qui ont choisi l'ISPT-KIN, des directives « afin que la marche de l'institution ne soit pas entachée par quoi que ce soit ».

Pour ce cadre de l'ISPT-KIN, en effet, il s'agit de préparer ces nouveaux étudiants à entrer dans cette nouvelle vie qui les attend et qui contient des différences marquées avec la vie scolaire, qu'ils venaient de quitter.

Soulignant l'importance de l'ISPT-KIN dans le développement du pays, Adhemar Ciamala, qui a insisté sur la dualité de la vocation



Le Pr Thomé encadré par M. Bilombe, Mme Léontine Musumaki, et Adhemar Ciamala Photo Adiac

de cette institution, pédagogique et technique, a noté que cet établissement était le maillon qui manquait dans le développement du pays. « Si vous êtes venus, c'est parce que vous avez compris que vous avez une responsabilité à assumer face à la Nation, face à vous-même et face à l'humanité », a soutenu Adhemar Ciamala Kabambi.

Maîtrise du règlement des étudiants

Appelé à intervenir, le directeur général de l'ISPT-KIN, le Pr Thomé Riad Girgis, a conseillé à ces nouveaux étudiants la maîtrise du règlement des étudiants. « Vous êtes majeurs. À l'ISPT-KIN, il y a des obligations auxquelles vous êtes soumis mais vous avez

également des droits. Il faut les connaître », a-t-il recommandé aux étudiants.

Le Pr Thomé, qui a conseillé aux étudiants d'avoir l'esprit civique, a lu à leur intention certains articles du règlement et leur a clairement dit le comportement à adopter. Le directeur général de l'ISPT-KIN a soutenu ses conseils par la lecture des articles du règlement des étudiants. « Ceux qui sont en ordre de paiement des frais ont droit aux cours, aux laboratoires, aux visites guidées, aux travaux pratiques, aux stages, etc. ainsi qu'à toutes les formes d'évaluation », a-t-il soutenu.

Dans le nombre d'obligation, le directeur général de l'ISPT-KIN a recommandé à chacun des étudiants de faire connaître ses

absences, de respecter le bon ordre et la discipline et d'exécuter toutes les tâches lui proposées dans le cadre de sa formation. Les étudiants doivent également, selon le Pr Thomé, tenir à la courtoisie et au respect envers les professeurs, assistants et le personnel académique, ainsi qu'à l'ordre et la discipline envers tout le monde. La connaissance de ce règlement a conduit chacun de ces nouveaux venus à l'ISPT-KIN, à la signature d'un acte d'engagement qui sera adjoint à son dossier.

Tenir à l'image de marque de l'ISPT-Kin

Dans son intervention, le secrétaire général administratif de l'ISPT-KIN, Bilombe, a appelé les étudiants à préserver l'image de marque de l'établissement. « Nous vous demandons d'être des promotions exemplaires », a-t-il recommandé. Il a notamment appelé ces étudiants à s'appliquer afin d'annihiler une mauvaise publicité selon laquelle il y a peu de réussite à l'ISPT-KIN. « Ces échecs sont le fait de ceux qui ne s'appliquent pas », a-t-il expliqué.

Abondant dans le même sens, Adhemar Ciamala Kabambi a noté qu'à l'ISPT-KIN, la corruption est

bannie. Ce qui fait que ceux qui s'attendent à cette pratique et qui y prêtent foi et mettent leur espoir en cela finissent par échouer. « Ici, on arrive pas à corrompre, on transmet les points par le travail. Il n'y a pas des points sexuellement transmissibles », a-t-il expliqué, exhortant ces étudiants au travail. Pour faire entrer ces étudiants dans le vif du sujet lié à la technique, des conférences ont été faites au cours de cette séance. La première, tenue par le chef des travaux Luyindula, a tourné autour de « la place de la technologie appropriée dans le développement de la République », alors que la seconde, tenue par le chef des travaux Gilbert Mulenda a tablé sur « le monde des phénomènes périodiques : les cycles et les vibrations ».

Pour marquer l'intégration des nouveaux-venus, un match de football a également été organisé. Il avait opposé les « boules » ou anciens aux nouveaux. Cette séance académique a également été l'occasion de présenter aux nouveaux étudiants les autorités académiques et administratives de l'ISPT dont les deux chefs de section (graduat et licence), Hevé Nzobe et Éric Vibila, ainsi que l'administrateur du budget, Léontine, Musumaki, qui a appelé les étudiants à s'acquitter des frais académiques et autres afin de bénéficier des avantages octroyés à ceux qui payent régulièrement.

Lucien Dianzenza

ENVIRONNEMENT

Les écologistes et verts d'Afrique centrale ont tenu leur premier congrès à Kinshasa

Les assises ont revêtu, selon le député congolais Didace Pembe Bokiaga, un caractère historique pour l'écologie politique dans la sous-région, sanctuaire menacé de la biodiversité d'intérêt planétaire.

Les travaux des écologistes et verts d'Afrique centrale tenus dans la capitale congolaise du 27 au 29 novembre ont permis à ces défenseurs de l'environnement de jeter les bases juridiques de leur fédération. « À travers les signatures que nous venons de poser au bas de nos statuts ainsi que de notre règlement intérieur, nous venons de consacrer l'existence juridique effective de notre fédération », a souligné le président élu de la Fédération des écologistes et verts d'Afrique centrale (Févac), Didace Pembe Bokiaga. Au cours de cette rencontre tenue au Grand Hôtel Kinshasa, les membres de la Févac que sont les partis écologistes et verts venus du Congo-Brazzaville, du Tchad, du Gabon, de la Guinée Équatoriale, de la République centrafricaine et du Cameroun ont re-

joint le Parti écologiste congolais (Péco) de la RDC, pour mettre en place des structures fonctionnelles pérennes de cette organisation sous-régionale.

Aboutissement écoresponsable du rêve commun

Élu président de cette plate-forme à l'issue des travaux de Kinshasa, le président du Péco, le député Didace Pembe, a appelé ses pairs de la sous-région à prendre à bras le corps leurs « responsabilités, en organisant le fonctionnement efficace des instances et organes » de cette fédération. Pour le président de la Févac, cela devra se faire en synergie avec la fédération continentale ainsi qu'avec le Global Green.

Didace Pembe Bokiaga a également appelé tous les partis politiques verts d'Afrique centrale de s'approprier, chacun, la quintessence de leur mission écologiste commune au cœur de l'Afrique, en y impliquant également leurs partenaires stratégiques que sont les ONG opérant dans le secteur de l'environnement et de l'écologie.

Le président du Péco et président en exercice de la Févac, a, quant



Signature des statuts de la Févac par les présidents des partis membres Photo Adiac

à lui, pris l'engagement de travailler, au cours de son mandat à la tête de cette nouvelle organisation, et de défendre l'idéal commun. Didace Pembe a reconnu que des divergences pourraient surgir lors de la mise en commun de son plan d'action. Mais il s'est engagé à « trouver, en toute circonstance, les voies consensuelles à travers le dialogue constructif afin de préserver l'harmonie et la cohésion » au sein de cette plate-forme.

Le président de la Févac a, par ailleurs, souligné sa détermination de construire une institution sous-régionale forte au cœur de l'Afrique. « La gouvernance responsable et visionnaire sera mon fer de lance pour que nous capitalisons toutes les opportunités d'émancipation qui pourraient permettre la consolidation de notre leadership politique en Afrique centrale face aux enjeux politiques et environnementaux

globaux en rapport avec les défis multiformes qui se présentent à nous dans une sous-région devenue instable aux plans sécuritaire, humanitaire, socioéconomique, écologique et j'en passe », a souligné Didace Pembe.

Ces travaux tenus en présence du président des verts africains, Frank Habineza, avaient, selon Didace Pembe, comme objectif principal, la mise en place des structures fonctionnelles pérennes de la Févac.

Dans ses différentes interventions, Didace Pembe a appelé les gouvernements congolais et d'Afrique centrale à inclure dans l'éducation et dans le secteur de développement la dimension écologique et environnementale.

Le comité de la Févac que conduit Didace Pembe se compose en plus de Daigou Badono (Tchad), Hamissou Yaro Mamadou (Gabon) et Younous Madgenge (République du Congo), respectivement vice-président, secrétaire général et trésorier. Le Tchad et le Gabon assureront respectivement les postes de commissaire au compte et d'adjoint.

Lucien Dianzenza

BANDUNDU

Vaccination des femmes en âge de procréer contre le tétanos néo-maternel

La campagne a été organisée du 25 au 29 novembre par Le ministère de la Santé publique et ses partenaires dont l'Unicef et l'OMS dans cette province.



Une femme recevant sa dose de vaccin

Quatre zones de santé sont concernées par cette campagne. Il s'agit de la zone de santé de Kajiji dans l'antenne de Kayemba, la zone de santé de Nyoki dans l'antenne de Bandundu, Kimbau dans l'antenne de Kenge et la zone de santé de Mosango dans l'antenne de Kikwit. La campagne a ciblé toutes les femmes en âge de procréer âgées de 14 à 49 ans.

Compte tenu de la spécificité du vaccin contre le tétanos néo-maternel qui se donne en injection, la stratégie fixe a été de mise. Pour ce faire, des sites fixes ont été aménagés dans des églises, des écoles, des centres de santé et autres coins de la province de Bandundu plus exactement dans les zones de santé ciblées pour vacciner les femmes.

Toutes les seize aires de santé de la zone de santé de Mosango ont été ciblées. L'organisation de cette campagne, explique le médecin chef d'antenne du programme élargi de vaccination à Kikwit, le Dr Aimérance Nyoka, s'inscrit dans le cadre de la réduction de la mortalité infantile et maternelle conformément aux objectifs du millénaire pour le développement 4 et 5. en outre, ajoute-t-elle, on a remarqué

que plusieurs cas de tétanos ont été signalés dans les quatre zones de santé ciblées. C'est la raison pour laquelle on a décidé d'organiser pour la troisième fois cette campagne. La première phase a eu lieu il y a six mois, la deuxième au mois d'avril.

Pour le Dr Aimérance Nyoka, la non-vaccination contre le tétanos néo-maternel expose la femme à plusieurs conséquences : « Si la femme n'est pas vaccinée, elle peut faire elle-même le tétanos qui peut malheureusement l'emporter. Le tétanos peut aussi provoquer des avortements. L'enfant peut naître aussi avec le tétanos qui peut entraîner aussi sa mort ». Pour toutes ces conséquences, fait-elle savoir, il faut tout simplement vacciner les femmes qui sont en âge de procréer. « C'est la meilleure stratégie pour prévenir cette maladie mortelle mais évitable par la vaccination », conseille-t-elle.

Aline Nzuzi

Pas d'engouement le premier jour de la campagne de vaccination contre le tétanos néo-maternel

La vaccination contre le tétanos néo-maternel concerne toutes les femmes dont l'âge varie entre 14 et 49 ans.

À l'ouverture de la campagne, on a constaté qu'il n'y avait pas d'affluence dans les sites de vaccination dans la zone de santé de Mosango dans l'antenne de Kikwit. Le premier jour qui a coïncidé avec le marché n'a pas rendu la tâche facile aux vaccinateurs qui attendaient les femmes dans les sites de vaccination. Toutes les femmes se sont rendues au marché pour vendre ou acheter parce que ce marché ne se fait qu'une fois par semaine. Ce qui a fait que les sites de vaccination aient été presque déserts. Selon l'infirmière accoucheuse au centre de santé de Muluma, pour le premier jour, seules

120 femmes ont été vaccinées au site Église installé à quelques encablures du centre de santé de référence de Muluma dans la zone de santé de Mosango. « Il n'y a pas d'engouement. Les femmes sont allées au marché, elles viennent en retard pour se faire vacciner », explique-t-elle.

Pour toucher toutes les femmes, le médecin chef d'antenne du PEV/Kikwit a décidé de changer la stratégie de vaccination en recourant à la stratégie de site avancé au lieu du site fixe. Par conséquent, le site de l'Église a été délocalisé vers le marché où il y avait eu affluence des femmes. C'est ici que les vaccinateurs ont pu vacciner plusieurs femmes sans trop de difficultés. « Comme c'est le marché dans l'aire de santé de Muluma, ce marché ne se fait qu'une fois la semaine, nous avons décidé de changer de stratégie pour atteindre les femmes qui sont toutes venues au marché. C'est pourquoi nous avons délocalisé le site pour récupérer ces mamans qui sont venues vendre ou acheter. Nous avons donc fait le site avancé. Et les résultats sont satisfaisants parce qu'on a atteint le maximum de femmes », a déclaré le médecin chef d'antenne du PEV/Kikwit.



Une fille de 17 ans reçoit son vaccin contre le tétanos néo-maternel

Aline Nzuzi

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Une collecte spéciale dans les milieux des affaires congolais

Durant une période de quatre mois, le numéro court 7979 sera utilisé exceptionnellement en République démocratique du Congo par les entreprises et les personnes désireuses d'apporter leur contribution financière à la lutte contre cette épidémie.

Le numéro devra être utilisé par les opérateurs de téléphonie au titre de leur contribution à la collecte des fonds de l'Union africaine (UA) pour la lutte contre l'épidémie à virus d'Ébola qui continue à aligner des victimes en Afrique de l'Ouest, principalement au Liberia, à la Guinée et en Sierra Leone.

Une preuve de plus que la mobilisation reste à son apogée en Afrique qui a réussi à marquer des points dans la lutte contre Ébola, après la fin officielle de l'épidémie au Nigéria et en RDC. La collecte des fonds se fera auprès des entreprises et de toutes les personnes de bonne volonté en vue d'intensifier la lutte contre le fléau.

Au-delà, c'est le continent africain entier qui s'implique sur l'une des plus grandes crises sanitaires qui touchent plusieurs pays. Dans les milieux des affaires congolais, les autorités compétentes ont été informées de la concrétisation de ce projet à caractère humanitaire et social. En effet, l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC) est informée de l'utilisation du numéro court 7979 pour la collecte des fonds. Le choix de cette numérotation s'explique par certaines contraintes. Au regard des renseignements fournis par le plan national de numérotation, les numéros de la série 7 restent réservés à des affectations futures.

Aussi la décision d'en faire une action ponctuelle de quatre mois tient-il de l'impossibilité d'implémenter ce numéro court par les entreprises congolaises fournisseurs des services de téléphonie. Dès lors, le secteur privé a enclenché une action claire auprès de l'ARPTC pour solliciter l'utilisation de ce numéro court avec l'engagement d'y mettre un terme à la clôture de l'opération dans un délai qui pourrait s'étendre jusqu'au mois de mars 2015.

Laurent Essolomwa

COMMÉMORATION

Journée mondiale de lutte contre le sida

À l'occasion de la célébration de cette journée le 1er décembre, Médecins sans frontières (MSF) a lancé un appel au gouvernement et aux bailleurs internationaux de tenir leurs promesses face aux personnes vivant avec le VIH-sida (PVV).

L'ONG MSF demande au gouvernement congolais « d'assurer l'accès gratuit à la prévention et à la prise en charge des personnes vivant avec le VIH-sida, d'augmenter les moyens budgétaires alloués à la lutte contre le sida et d'assurer le décaissement complet de ces fonds pour des activités directement bénéfiques aux patients ».

Quant aux bailleurs de fonds, ils doivent non seulement tenir leurs engagements pour les patients dont ils ont assuré le traitement antirétroviral, mais aussi soutenir la mise à l'échelle, c'est-à-dire de permettre à plus de patients d'être dépistés et d'avoir accès au traitement. Tout en demandant au gouvernement de reconnaître l'urgence de la lutte contre le VIH en RDC, cette ONG médicale dénonce les promesses oubliées et les engagements non tenus dont les patients sont les

premières victimes. C'est la raison pour laquelle elle appelle à une mobilisation de tous les acteurs non seulement à hauteur de leurs engagements mais surtout selon les besoins réels exprimés sur le terrain.

En RDC, indique MSF, plus de 80% des 440.000 personnes vivant avec le VIH-sida sont toujours en attente du traitement qui pourrait leur sauver la vie. Quoiqu'il y ait une loi sur les PVV, les droits de ces malades ne sont pas toujours respectés. Ils ne bénéficient vraiment pas à la gratuité des produits. C'est pour cela qu'ils meurent beaucoup. En effet, Louise Roland-Gosselin, chef de mission adjointe pour MSF, indique : « Un quart des patients qui arrivent au centre hospitalier Kabinda, géré par MSF à Kinshasa, décèdent. Aujourd'hui les patients meurent avant d'avoir eu accès au traitement qui leur sauverait la vie, c'est inacceptable. Pourtant, un patient correctement soigné est en bonne santé, et peut avoir une vie tout à fait normale ». Les patients, s'indigne-t-elle, sont otages d'un système de santé sous-financé, et donc prédateur. « On oblige les gens

à choisir entre manger ou être soignés », regrette-t-elle. Selon MSF, la lutte contre le sida en RDC connaît un retard de 15 ans. L'une des raisons de ce retard s'explique « par le fait que le financement de la lutte contre le sida repose à hauteur de 38% sur les patients eux-mêmes ».

Si les médicaments antirétroviraux sont gratuits, explique MSF, le patient doit trop souvent payer pour les obtenir : trois dollars pour l'ouverture d'un dossier, six dollars pour une consultation médicale avec un médecin, cinq dollars pour les examens CD4 et dix dollars pour le dosage de la charge virale, par exemple. Même le dépistage, normalement gratuit, est également conditionné à des tests préliminaires payants.

Dans un pays où 87% de la population vit avec moins d'un dollar par jour, cette barrière financière à l'accès au traitement empêche les personnes de se faire tester et de demander un traitement qu'elles savent hors de leur budget. Pour mettre fin à toutes ces barrières, MSF demande au gouvernement de respecter ses engagements.

Aline Nzuzi

DIVISION 1/7^e JOURNÉE

Victoires de Mazembe, DCMP, V.Club et FC MK

La 7^e journée de la 20^e édition du championnat national de football, la Division 1, a débuté le week-end dernier sur différents stades du pays avec cinq rencontres jouées.

Dans le groupe A, on note toute de suite la difficile victoire du TP Mazembe de Lubumbashi, le 30 novembre, au stade de la Concorde de la commune de Kadudu à Bukavu, face au club local de l'OC Muungano sur la courte mais précieuse marque d'un but à zéro. C'est le milieu international zambien, Rainford Kalaba, qui a offert la victoire aux poulains du coach Patrice Carteron avec l'unique but de la partie à la 88^e minute. Les supporters locaux, non contents de la défaite, se seraient livrés au jet de projectiles sur le terrain, provoquant des incidents; la violence demeure très présente sur les stades de la RDC. L'organisateur a donc du pain sur la planche afin de remédier à cette situation en impliquant de manière efficace la police dans l'organisation des matchs du point de vue sécuritaire.

Toujours dans ce groupe A, Tshinkunku n'a pas joué son match contre AC Capaco de Beni, le club du Nord-Kivu étant absent au stade des Jeunes de la commune de Katoka de Kananga au Kasaï occidental à l'heure du coup d'envoi. Et l'AS Bantous a été tenu en échec, au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi, par Dauphins Noirs de Goma (Nord-Kivu) par un but partout. Kambale a ouvert la marque à la 18^e minute



DCMP

pour les visiteurs, et Kabamba a égalisé à la 45^e minute pour les joueurs locaux. Dans le groupe B, l'AS V.Club s'est baladé le même dimanche au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, face au SC Rojolu par cinq buts à zéro. Les buts des Dauphins Noirs de Kinshasa ont été inscrits par Yves Magola, Katalay (doublé), Firmin Mubele, et Luvumbu Nzinga. Avant cette rencontre, le Racing Club de Kinshasa a eu raison du TC Elima de Matadi par deux buts à zéro, des réalisations de Kambuwa Kambu (32^e minute) et Lodi Dinganga (54^e minute). Et le 29 novembre au stade Tata-Raphaël, le Daring Club Motema Pembe est venu à bout de Shark XI FC par deux buts à un. C'est l'équipe tutéelée par le député national Zoe Kabila qui a ouvert le score à la 28^e minute par Kanku. Mais les Immaculés coachés par le technicien franco-serbe Lazar Milosevic ont égalisé par Salakiaku à la 56^e minute, avant que cet ancien du TP Mazembe ne marque le but de la victoire à la 76^e minute.

Ce même samedi, le FC MK de Kinshasa a dominé l'AS Nika de Kisangani (province orientale) par deux buts à zéro. Mombo (35^e minute) et Malandu (48^e minute) ont été les buteurs des protégés de l'homme d'affaires Max Mokey Nzangi. Au classement dans le groupe A, Sanga Balende demeure premier devant Lubumbashi Sport (treize points), Don Bosco (douze points) et Mazembe (onze points). Lupopo (neuf points) se retrouve en cinquième position, devant Tshinkunku (huit points), Muungano (huit points), Dauphins Noirs (cinq points), AS Bantous (cinq points) et Capaco (zéro point). Dans le groupe B, le DCMP (seize points) continue son leadership, devant FC MK (dix points), V.Club (neuf points) qui compte quelques matchs en retard, Groupe Bazano (neuf points), CS Makiso (huit points), Rojolu (sept points), Shark XI FC (six points), Racing Club de Kinshasa (six points), Elima (quatre points) et Nika (un point).

Martin Enyimo

FESTIVAL TOSEKA

Premiers pas vers la troisième édition

Ce 1^{er} décembre est une date spéciale dans l'agenda de Toseka 3 vu que l'humoriste belge d'origine congolaise, Kody, est en passe d'animer le premier atelier de formation à l'intention de sept jeunes artistes kinoïstes retenus pour faire partie de l'affiche en août prochain.

Prémices de la collaboration du premier événement culturel de Kinshasa avec Juste pour Rire, l'atelier de formation et d'échange

notamment pour interlocuteurs Félix Kisabaka, Ronsia et Abelle. Cette première rencontre censée se tenir de lundi à vendredi, soit du 1^{er} au 5 décembre, aura comme point culminant un spectacle de restitution samedi. C'est dire que toute la semaine sera mise à profit pour poser le premier fondement du rendez-vous fort attendu d'août prochain. Du reste, le show que tiendra Kody et les jeunes humoristes congolais le 6 décembre au Centre Wallonie-Bruxelles en

trés sont partenaires. En effet, effectif depuis septembre, ce partenariat annonce manifestement ses couleurs avec la tenue de ce premier confié à Kody tenu pour le roi du stand-up. C'est dire combien Kings of comedy et par-delà, Juste pour rire tient à donner le meilleur pour consolider son alliance avec la manifestation de Kinshasa qu'il a en haute estime. Par ailleurs, rappelons ici que le Festival Juste pour rire s'est engagé à offrir à Toseka l'opportunité de profiter de son expérience. En effet, pétri par ses 32 ans d'exercice sur terrain, il a acquis une expertise qui ne saurait que lui être profitable.

Ce d'autant plus que Juste pour rire a en vue d'œuvrer de sorte à inscrire Kinshasa dans une nouvelle dynamique. Il envisage ici, précise-t-il, de lui offrir la possibilité de renforcer les ponts artistiques et structurels avec les villes avec lesquelles il travaille déjà, à savoir Montréal, Bruxelles et Lyon, afin de créer un véritable circuit pour les artistes dans la sphère francophone.

Nioni Masela



L'affiche annonce de la troisième édition du Festival Toseka

que démarre Kody ce matin au Collège Boboto pose les jalons de la troisième édition. Importante figure de Kings of comedy, la scène d'humour belge associée au label Juste pour rire, l'humoriste aura

constituera le premier acte. Point n'est besoin de rappeler que Toseka, le Festival international d'humour de Kinshasa et le plus grand festival d'humour au monde, le Festival Juste pour Rire de Mon-

FOOTBALL

Lupopo sanctionné

La Ligue nationale de football (Linafoot) a sommé le FC Saint-Éloi Lupopo de payer une amende après les incidents ayant occasionné la mort de deux personnes et plusieurs blessés à la fin du match contre Sanga Balende le dimanche 23 novembre 2014 au stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi.

Le FC Saint-Éloi Lupopo a été sanctionné par la Linafoot, à cause des incidents survenus lors du match opposant ce club à Sanga Balende, le 23 novembre, au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi. La police avait balancé des grenades lacrymogènes et il y a eu des morts et des blessés, des enquêtes ont été ouvertes à ce sujet. La Linafoot a sommé Lupopo de payer cinq mille dollars américains en guise de prise en charge des frais liés à l'organisation, la quotité de l'organisateur, la quote-part de l'équipe

adverse et la quotité du stade. Les Cheminots du Katanga doivent encore une amende correctionnelle de cinq cents dollars américains suite au jet de projectiles lancés par ses supporters.

Ainsi, Lupopo devrait payer au total cinq mille cinq cents dollars américains avant 30 novembre. Les Lumpas joueront leur prochain match contre les Salésiens de Don Bosco de Lubumbashi à huis clos, étant récidivistes, et le résultat de zéro but à un en faveur de Sanga Balende a été homologué par la Linafoot. Cependant, Lupopo ne se voit pas retrancher trois points supplémentaires comme le prévoit le Code disciplinaire de la Fécofa en pareille circonstance. Après cette défaite face à Sanga Balende, le team jaune et or de Lubumbashi perd donc sa quatrième place au classement pour se retrouver à la cinquième place avec neuf points, derrière Mazembe.

Martin Enyimo

LIVRES

Congo. Une histoire est bien accueillie à Kinshasa

La capitale du Congo n'a pas dérogé à la règle, Congo. Une histoire, s'y est bien vendu comme partout où il a été proposé jusqu'ici dans le monde. David Van Reybrouck, auteur du célèbre best-seller dont la version initiale en néerlandais est déjà traduite en huit langues, en avait dédicacé plusieurs exemplaires lors de la 2^e Fête du livre tenue à la Halle de la Gombe. Congo. Une Histoire, pour reprendre l'expression de David Van

ginale de son livre vendu, a-t-il déclaré à quarante dollars. Mais il a ajouté qu'il est encore bon marché « comparé à Lubumbashi où il est vendu à cent-dix, voire deux cents dollars ». Certain qu'à pareil prix, il ne trouverait pas de preneur, David Van Reybrouck a pris l'initiative de faire publier la version de poche avec sa maison d'édition Actes Sud. La version de poche de Congo. Une Histoire comporte un encadré en rouge

bien visible avec la mention : « Cette édition spéciale est publiée dans le cadre de l'opération Congo au Congo lancé conjointement par l'auteur et les éditions Actes Sud pour une diffusion équitable de l'ouvrage dans le continent africain ». David Van Reybrouck est venu à la fête du livre avec un double objectif. Il tenait absolument à « échanger sur Congo. Une Histoire » et « chercher le bon moment », a-t-il dit, « pour venir avec l'édition de poche », il s'est réjoui d'avoir eu l'occasion de réaliser son vœu. Il a



David Van Reybrouck

apprécié la conférence-débat tenue en face des jeunes de l'Atelier pour le leadership, l'excellence et la formation (Alef). Et l'auteur d'avouer : « Je m'attendais à un accueil plus réticent et les lecteurs se sont montrés plus accueillants que je ne l'avais prévu ». Cela a conforté son idée sur le fait, a-t-il déclaré, qu'il lui « paraissait important que Congo. Une Histoire soit aussi distribué dans le pays d'où il vient ». Et David de renchérir : « Pour moi, j'ai vraiment maintenant l'impression de fermer le cercle en quelque sorte. Le livre a commencé ici et la semaine dernière j'ai eu la chance de ramener le livre d'où il vient, c'est comme ramener le bébé à sa famille en quelque sorte. C'était très important pour moi de venir avec à Kinshasa ».

justement le cas de la version ori-

Nioni Masela

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

Les importateurs grossistes des produits congelés mis à l'index

Au cours de l'une des descentes effectuée le mercredi 26 novembre à travers divers établissements en charge d'importation et de vente des produits congelés dans la ville océane, Gaspard Massoukou, directeur départemental du Commerce, accompagné des enquêteurs et contrôleurs commerciaux a pu démasquer plusieurs réseaux mafieux, responsables de la flambée des prix de la viande de bœuf et d'autres produits congelés importés.

En effet, pendant cette descente, Gaspard Massoukou et sa suite ont pu relever plusieurs pratiques déloyales et anti-concurrentielles exercées dans certains établissements chargés d'importer et de vendre les produits congelés à Pointe-Noire. Ils dénoncent la non application des prix de vente conseillés en gros de la viande de bœuf et de quelques produits congelés, ces prix dûment affichés sur le tableau des prix de ces mêmes établissements, la non délivrance des factures aux clients commerçants détaillants, l'existence des intermédiaires entre ces grossistes et les détaillants, la création d'une rareté artificielle de certains produits et qui consiste à stocker une grande quantité d'un quelconque produit congelé avec l'intention de vendre plus tard ce même produit à un prix plus élevé.

« La lutte contre la vie chère à Pointe-Noire est notre com-

bat quotidien, les brigades des enquêteurs et contrôleurs commerciaux se déploieront chaque jour à travers les marchés de la ville pour veiller à la flambée des produits congelés et autres de première nécessité conformément aux orientations reçues du ministère du commerce et des approvisionnements. Les importateurs grossistes des produits congelés profiteraient de la psychose entretenue par certains consommateurs sur la maladie de la fièvre d'Ebola qui sévit dans certains pays d'Afrique d'une part et de la veille des fêtes de fin d'années d'autre part pour augmenter ou spéculer les prix de vente de la viande de bœuf. Ces commerçants soutiennent que les coefficients de l'offre de la viande de bœuf devenus inférieurs à la demande, il y aurait une flambée des prix de cette viande au niveau des abattoirs à travers le monde », a expliqué Gaspard Massoukou.



Une brigade des contrôleurs

Soulignons que plus d'une cinquantaine des chambres froides de Pointe-Noire ont été déjà visitées depuis le lancement de cette opération, il y a quelques semaines. Dans certains des établissements visités, le prix d'un carton de viande de bœuf de 20 kilos s'élève à 60.000 francs CFA ou plus. L'initiative est saluée par

l'ensemble des acteurs économiques de la ville et de plusieurs associations des consommateurs. Cette descente a permis aussi aux contrôleurs et enquêteurs commerciaux de restaurer les prix de la plupart des produits congelés, de restituer aux détaillants l'argent trop perçu par leurs grossistes respectifs suivie de

la délivrance des factures à ces derniers. Une mise en garde était donnée aux intermédiaires et à tous les opérateurs économiques véreux de la chaîne de distribution de ces produits en vue de mettre un terme à la flambée des prix des produits congelés et autres à Pointe-Noire.

Faustin Akono

De l'eau potable dans les villages du Kouilou grâce au projet «Maza na Bouala»

Le siège de la préfecture du Kouilou à Loango abrite ce 4 décembre en présence de Fidèle Dimou, préfet du Kouilou, la cérémonie de présentation officielle du Projet «Maza na Bouala» initié pour faciliter l'accès durable à l'eau potable dans les villages du département du Kouilou.

Grâce à un financement de l'Union européenne sur une période de quatre ans (2014-2017), le projet « Maza na Bouala », qui signifie littéralement «l'eau dans le village» du Conseil départemental du Kouilou sera exécuté en partenariat avec les acteurs de la société civile et ONG tels IDO (qui regroupe les retraités et volontaires de la Société Schlumberger), Caritas Congo, Médecins d'Afrique, pour un coût global de 1.006.631 euros soit 660 349 936 Fcfa. Outre la volonté affichée de faciliter l'accès à l'eau potable aux populations rurales et leur rechercher un standard minimal d'hygiène, ce projet concerne aussi la maintenance des ouvrages hydrauliques, l'aménagement et l'entretien des autres points d'eau (puits, sources) accessibles aux populations, etc. Sa stratégie est d'harmoniser les efforts des pouvoirs publics à ceux des populations villageoises. Une approche communautaire qui appuie la gestion locale des questions d'eau en prenant en compte toutes les ressources susceptibles de fournir de l'eau potable aux populations rurales : les puits traditionnels, les sources, les forages modernes et manuels, etc. Etant entendu que la garantie de la potabilité des points d'eau utilisés dépend avant tout de l'homme qui, a en charge le traitement et le contrôle de sa qualité.

Pour garantir la réussite du projet, le Conseil départemental du Kouilou, l'Union européenne et leurs différents partenaires ont décidé de sensibiliser les populations dudit département, de les organiser en Comités de gestion des points d'eau (COGPE), de les former à l'entretien de ceux-ci, à la détection des petites pannes sur les forages et assurer leur réparation le cas échéant, à la décontamination de l'eau et à l'observation des règles d'hygiène de base.

A noter que le chef du projet «Maza na Bouala» est Bruno Roger Makaya. Alain Makosso et Edmond Souessoué sont respectivement secrétaire et gestionnaire de données. Quant au Comité exécutif du projet, il est placé sous la férule du député Alexandre Mabiala, président du Conseil départemental du Kouilou secondé par Alain Mahouna.

Hervé Brice Mampouya

JEUX SECTORIELS DE L'ONSSU

Les inspecteurs de Pointe-Noire appelés à plus de détermination

Lancés le 15 novembre à Pointe-Noire, les préliminaires des jeux nationaux de l'Office national des sports scolaires et universitaires (ONSSU) se déroulent simultanément dans tous les arrondissements de la ville océane, sous la supervision du secrétaire départemental des jeux, Bonard Mouko qui a invité les inspecteurs à jouer davantage leur rôle .

Pour réussir le pari de l'édition 2015 réajustée à cause des Jeux africains que le Congo abrite en 2015, le secrétaire départemental des jeux de l'ONSSU de Pointe-Noire a appelé les inspecteurs sectoriels de donner le meilleurs d'eux-mêmes pour la réussite de ces préliminaires vu le court temps de préparation. Selon lui, les jeux sectoriels se déroulaient avant, dans la fourchette de janvier à février et, les inspecteurs avaient une large marge de manœuvre pour se préparer mais, par rapport à l'organisation du cinquantenaire des Jeux africains par le Congo en septembre 2015 à Brazzaville, le calendrier a été réaménagé. « Cela pose quelques difficultés



Les élèves pendant une confrontation de volley-ball «crédit phot adiac»

avec nos partenaires qui sont dans l'obligation de courir après le temps vu l'urgence», a indiqué Bonard Mouko qui a cependant déploré les reports chaque de certaines confrontations à cause des pluies. Soulignons que les meilleurs établissements à l'issue de ces préliminaires sectoriels représenteront leur arrondissement ou leur communauté urbaine aux jeux départementaux prévus en décembre, pendant les fêtes de Noël, tandis que la phase finale des jeux de l'ONSSU, aura lieu en avril à Ewo dans le département de la Cuvette-Ouest.

S'agissant des jeux nationaux universitaires, le représentant de l'ONSSU à Pointe-Noire a indiqué qu'ils auront lieu en février. « Nous sommes déjà à pied d'œuvre pour éviter le retard. Cette fois-ci nous avons eu assez de temps par rapport à l'année passée où nous étions pris de court par le temps, par conséquent, nous étions représentés à ces jeux nationaux avec trois équipes. Cette année nous pourrions avoir une dizaine d'établissements », s'est assuré Bonard Mouko.

Charlem Léa Legnoki

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Belgique, 18^e journée, 2^e division

Jordan Massengo et Yannick Loemba étaient titulaires lors du match nul de Mons face à Eupen (1-1). Très actif, Loemba s'est distingué à plusieurs reprises (24^e, 50^e, 82 et 88^e), étant souvent à la récupération et à la relance à l'image de l'action du but montois : Loemba récupère dans le rond central, accélère et écarte le jeu à droite, d'où partira le centre pour Bison Gnohere. Avec ce point pris, Mons est 7^e, mais reste en proie à une crise financière.

Grèce, 12^e journée, 1^{re} division

Sans Delvin Ndinga, non retenu, l'Olympiakos s'impose 4-0 à Kerkyra. Et reste au contact du leader, le PAOK Salonique.

République tchèque, 16^e journée, 1^{re} division

Dzon Delarge et le Slovan Liberec s'inclinent à Pribram (0-1). Titulaire au sein d'une équipe au niveau défensif très inquiétant, Delarge n'a pas eu d'occasion franche. Le Slovan est désormais 15^e sur 16 et passera donc la trêve dans la zone de relégation.

Le Zbrojovka Brno de Donneil Moukanza termine son année 2014 par un revers chez l'Hradec Kravlové (1-2). A la 14^e, Moukanza chipe le ballon dans les pieds du gardien adverse, mais ne peut marquer. Le milieu offensif franco-congolais se distingue 5 minutes plus tard par une remise inspirée pour Lutonsky qui tire à bout portant sur le gardien local. Ce revers face à la lanterne rouge est préjudiciable puisque Brno ne compte plus qu'un point d'avance sur le Slovan et cinq sur son adversaire du jour.

Roumanie, 16^e journée, 1^{re} division

Le Rapid Bucarest partage les points avec le CFR Cluj (1-1). Remplaçant, Fodé Doré est entré à la 63^e tandis que Jean-Bryan Boukaka, de retour à l'entraînement après une déchirure au quadriceps, était absent de la feuille de match.

Russie, 15^e journée, 1^{re} division

En déplacement chez le Rubin Kazan, le Dynamo Moscou concède le match nul (1-1) et est doublé par le CSKA qui monte sur le podium. Christopher Samba était titulaire et a joué toute la rencontre.

Suisse, 17^e journée, 1^{re} division

Très mauvaise opération du FC Aarau, qui s'incline à domicile face à la lanterne rouge, Lucerne (0-3). L'équipe d'Igor Nganga, titulaire au poste de latéral droit, ne compte plus que 3 longueurs d'avance sur Luzerne.

Camille Delourme

BASKETBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Pro A, 10^e journée

Battu en Eurocup par Reggio Emilia, Giovan Oniangué et le Paris-Levallois s'inclinent à Rouen (58-64). Giovan Oniangué, dans la ligné de son début de saison poussif, n'a joué que 4 minutes pour 2 points et +1 d'évaluation.

Dans le camp normand, Jean-Michel Mipoka, aligné dans le 5 de départ, a joué 23 minutes pour 8 points, 5 rebonds défensifs, 3 passes décisives, 2 pertes de balle, 2 fautes commises pour 1 subie et +8 d'évaluation.

Orléans et Max Kouguere soumettent Gravelines-Dunkerque (88-73). Max Kouguère a joué 13 minutes, pour un maigre bilan de 4 rebonds défensifs, 1 interception, 2 pertes de balle, 1 faute commise pour 1 subie et +2 d'évaluation.

Boulogne-sur-Mer, où évolue Loïc Akono, recevra Limoges, où Steed Tchicamboud a rejoint Nobel Boungou Colo, lundi soir en match décalé.

C.D.

VOLLEY-BALL

99 millions de francs CFA pour booster la discipline au Congo

Trente-cinq fédérations africaines dont celle du Congo ont été sélectionnées pour le projet de développement du Volley-ball initié par la Fédération internationale de volley ball (FIVB) qui s'engage à aider le Congo à hauteur de 45 millions. Le reste des fonds à investir est à la charge de la partie congolaise.



La Fécovo et les animateurs des centres/Photo Adiac

« African's dream » est un rêve du président de la FIVB qui souhaite voir l'Afrique devenir championne du monde. Cette vision a été lancée au Congo au cours d'un séminaire atelier qui s'est tenu du 27 au 28 novembre au siège de la Fédération congolaise de volley-ball à Brazzaville. Ce programme ambitieux consiste à assurer pendant la période allant de 2014 à 2017, la détection, l'entraînement et la formation des jeunes. Cette formation a indiqué le directeur national du projet, Joël Komo, devrait être faite sur une base scientifique pour atteindre les résultats. « En Europe, on commence la formation même à 6 ans. Mais par rapport à notre spécificité, nous avons pensé que, trouver un parent qui amène son enfant à l'âge de 6 ans ce serait un peu difficile. Nous avons regardé à partir de 9 ans à l'école primaire pour voir dans quelle mesure réussir ce projet ».

Dans sa phase expérimentale, la

Fédération congolaise de volley-ball n'a retenu que quatre centres au Congo dont les animateurs ont reçu au cours du séminaire le matériel didactique. L'école primaire de Tié-Tié au Marché à Pointe-Noire, le CEG AMAR à Dolisie, le CEG Angola libre à Brazzaville et à Owando précisément au stade d'Ombélé sont les centres dans lesquels seront recrutés les élèves des établissements scolaires pour être formés par les techniciens qui ont reçus du matériel. La taille sera entre autre critère pour intégrer le centre. « Un enfant qui a 8 ou 9 ans mesure 1,39m quand il aura 18 ans il aura 1,85m ». Durant la formation, la FIVB y apportera du soutien financier matériel et technique.

Au bout des trois premières années, la formation sera conclue par des compétitions. La compétition nationale permettra de constituer l'équipe de base des centres de développement qui va ensuite participer aux com-

pétitions zonales avant la grande compétition africaine. « Au niveau de la compétition, la Confédération et la FIVB apportent une enveloppe un peu petite c'est surtout entre la 3^e et 4^e année que nous aurons besoin de beaucoup de soutien. Le projet coûte 99 millions. La FIVB accepte de nous accorder 45 millions. L'État doit faire un effort pour que nous atteignons les 99 millions. Il y aura un suivi », a précisé Joël Komo. Jean Claude Mopita s'est dit satisfait de la concrétisation de ce projet. « Le rêve nous le caressons depuis longtemps. Nous voulions le développement du volley-ball. Nous le voulions à la base. Le président de la FIVB a insisté pour que ce projet se mette en marche. Les moyens faisant défaut nous avons voulu commencer par quatre centres. Ces centres ont reçu un échantillon de matériels », a commenté le président de la Fécovo.

James Golden Eloué

INSCRIPTION AU CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 2

Le compte à rebours a commencé

La circulaire du secrétaire général de la Fédération congolaise de football (Fécovot) publiée le 27 novembre marque le début de la période d'enregistrement des équipes qui participeront à cette compétition.

À différence du championnat national Ligue 1, celui de Ligue 2 n'est pas subventionné par l'État congolais. Les dirigeants des clubs sont obligés de mettre la main dans leurs poches pour vivre le bonheur de voir leurs joueurs évoluer au deuxième niveau de la compétition nationale. Cependant, au terme de la réunion inaugurale du comité exécutif de la Fécovot, ils sont tenus par les délais. La Fécovot a en effet, fixé au 7 décembre le dernier délai pour que les ligues départementales lui communiquent les noms des équipes susceptibles de répondre au cahier de charge en vue de la participation au championnat national Ligue 2. « Dans le souci

de l'organisation du championnat national Ligue 2 par zone au titre de la saison 2014-2015, nous avons l'honneur de vous informer du démarrage de cette compétition d'ici peu. À cet effet, vous êtes priés de nous communiquer les noms de vos équipes susceptibles de répondre aux exigences de la Fécovot, conformément au cahier de charges élaboré », a indiqué Badji Mombo Wantété dans la circulaire adressée aux ligues départementales. Les équipes doivent en effet, s'acquiescer des droits d'engagement estimés à deux millions de FCFA par équipe et être en mesure de se prendre en charge sur les chapitres liés au trans-

port, à l'hébergement et la restauration pendant toute la période du championnat « Dépassé ce délai du 7 décembre, seules les ligues qui se sont prononcées à temps prendront part à cette compétition. La présente note circulaire devrait requérir toute votre attention, afin de contribuer à la bonne organisation des compétitions nationales programmées », a souhaité le secrétaire général. Le championnat national Ligue 2 est une compétition au cours de laquelle les deux premiers de chaque zone négocient leur billet pour disputer les barrages avec les équipes mal-placées du championnat Ligue 1 (13^e et 14^e quand la compétition se jouait avec seize équipes). Les premiers cités devraient lutter pour leur montée et les seconds pour leur maintien.

James Golden Eloué